

Un appel du Comité Central du P.C.I.

PAS D'AMBASSADEUR français CHEZ FRANCO

« Le Comité Central, conscient de l'importance de la victoire remportée par la réaction internationale, avec le vote par l'O.N.U. d'une résolution favorable au régime de FRANCO... »

« Conscient de la dette excessive lourde contractée par les travailleurs du monde entier et plus particulièrement par les travailleurs de France envers le malheureux peuple espagnol... »

« Dénonce la honteuse capitulation du gouvernement travailliste et de nombreux gouvernements à participation socialiste, malgré les engagements formels pris par le Comisco, devient la délégation pro-franquiste de l'impérialisme américain... »

« Dénonce spécialement l'indigne position d'abstention prise par la délégation française, à laquelle appartient notamment Léon JOUHAUX... »

« Le Comité Central affirme sa confiance inébranlable dans la victoire finale du peuple espagnol sur ses bourreaux fascistes; il adresse son salut fraternel le plus chaleureux aux héros qui combattent de la résistance clandestine antifranquiste... »

« Le Comité Central adresse un appel pressant aux organisations ouvrières et démocratiques du monde entier pour qu'elles unissent leurs efforts afin d'obtenir l'abrogation de la décision de l'O.N.U. et empêchent l'envoi d'ambassadeurs en Espagne fasciste... »

« Le Comité Central s'adresse particulièrement en France à toutes les organisations ouvrières et démocratiques qui ont manifesté leur hostilité au régime franquiste, notamment à la Ligue des Droits de l'Homme, à la Jeune République, au Mouvement de Libération du Peuple, aux Organisations de Déportés, à la C.G.T., à la C.G.T.-F.O., à la F.N.S.A., à la F.E.N., au S.N.I., au Parti Socialiste, au Parti Communiste Français, etc., pour qu'ils unissent leurs forces afin d'empêcher l'envoi d'un ambassadeur français à Madrid... »

CONTINUONS la LUTTE contre les 18 mois

UN peu partout — et bien que la presse fautive, en général, le plus complet silence sur notre action — les jeunes continuent la lutte contre les dix-huit mois. Un peu partout aussi, la bourgeoisie menace et emprisonne. C'est ainsi que 3 jeunes ouvriers, membres de l'U.J.R.F., accusés d'avoir diffusé des tracts au conseil de révision... »

Nous expliquons par ailleurs l'action menée à Puteaux par le Comité contre les 18 mois.

A Cosérot, près de Nantes, un comité d'action contre les 18 mois a tenu, le 29 novembre, un meeting au cours duquel le délégué du P.C.I. déclara notamment : « Notre parti s'est toujours prononcé contre le service militaire qui ne fait que défendre les intérêts des capitalistes... »

Ainsi, parallèlement à l'action des soldats, dont nous citons quelques exemples dans le dernier numéro de « La Vérité » doit se développer une action sans cesse accrue de la classe ouvrière qui, seule, permettra de faire reculer le militarisme et la guerre.

Pour cause de travail, la Ferme nationale de la Région Parisienne est transférée provisoirement : Hôtel des Chambres Syndicales, 47, rue de la Victoire, Salle Prévet, tous les samedis de 17 heures à 19 heures.

AVANT GARDE ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^{ème} INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e) — Téléphone : Suffren 62-31

C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

L'ACTION REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHINOIS PROVOQUE

LA DEBACLE DE L'IMPERIALISME EN COREE

L'ÉPREUVE de force dans laquelle l'impérialisme s'est engagé en Corée tourne maintenant au désastre.

Les conséquences de la défaite, subie en échec en Asie par le sur-saut des masses révolutionnaires et que sa retraite précipitée du domaine colonial entraînera une aggravation mortelle de son système mondial.

Cette constatation n'échappe pas du reste aux plus avisés des porte-parole bourgeois, journalistes ou politiciens. Ils réalisent que l'impérialisme a été mis en échec en Asie par le sur-saut des masses révolutionnaires et que sa retraite précipitée du domaine colonial entraînera une aggravation mortelle de son système mondial.

Il a réalisé, d'autre part, pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale à quel point le rapport de forces sur l'échiquier international est défavorable à l'impérialisme, et risque même de devenir pire.

La confusion qui étoile maintenant la panique est grande dans le camp de l'impérialisme et ce, juste au moment où l'arrogante clique militaire ignorent que les brigades américaines se croyait arrivées au faite des victoires en Corée.

Dans l'espace de quelques jours, Mac-Arthur, l'idole de la bourgeoisie internationale réactionnaire, hissé sur le piédestal de la gloire militaire est devenu un vulgaire bouc-émissaire ignorant des principes de l'art militaire qui se précipite au piège tendu par les Chinois, en développant ses forces en éventail à partir d'un centre faible.

Mais, en réalité, la défaite de Corée est la défaite d'une tentative de l'impérialisme d'arrêter la dislocation de son domaine colonial et de changer le rapport de forces en sa faveur, en s'appuyant sur des forces qui s'avèrent incapables de réaliser actuellement ce but.

Dans la bataille de Corée, le front

uni des impérialistes réalisés autour de l'impérialisme américain à travers l'O.N.U. a jeté toutes ses forces disponibles, militaires et politiques, tout son poids effectif actuel.

Et l'impérialisme a perdu cette bataille.

Cela confirme l'analyse du rapport des forces que notre mouvement a donné depuis le commencement de la guerre de Corée. Nous indiquions que ce rapport évolue au désavantage de l'impérialisme, que l'impérialisme conscient de sa faiblesse hésitait à déclencher une guerre générale. Nous ajoutions que même s'il déclenchait malgré tout celle-ci, effrayé par l'ampleur de la retraite à laquelle il pouvait se trouver assés, on ne devait pas être intimidé par une telle guerre, mais on devait au contraire l'envisager comme l'équivalent de la lutte finale en Asie et en Europe contre l'impérialisme, et prévoir des prolongements révolutionnaires inévitables en Amérique même.

Nous pouvons dire maintenant d'avantage : nous pouvons affirmer que si la bureaucratie soviétique nous avait vraiment une politique révolutionnaire, et si les Partis Communistes au lieu d'avoir désorienté les masses de l'Europe en particulier avec des campagnes « Pour la Paix » « pour les signatures » les avaient éduqués dans une perspective révolutionnaire, il serait possible aujourd'hui de rejeter tout compromis avec l'impérialisme, et pousser l'assaut révolutionnaire des masses en Asie et en Europe jusqu'à la victoire finale.

Car jamais la situation internationale de l'impérialisme n'a été pire, son impréparation militaire plus criante, sa confusion et démoralisation plus grandes.

Mais la politique de la bureaucratie soviétique et des Partis Communistes qu'elle commande est naturellement tout autre et il est nécessaire d'y insister.

POURQUOI LE KREMLIN VISE AU COMPROMIS

Si le Kremlin en Corée, à l'O.N.U., au Congrès de Varsovie et par toute la politique des Partis Communistes des pays capitalistes de l'Occident, vise au compromis avec l'impérialisme et non pas à la lutte conséquente pour le renverser, ceci tient non pas à la crainte de la supériorité militaire de l'impérialisme, mais à la crainte avant tout du caractère que prendrait à l'étape actuelle une guerre avec l'impérialisme.

Dans le rapport des forces actuelles en Asie et en Europe, ou nulle part ni les masses coloniales en révolte, ni le prolétariat métropolitain, n'ont subi de défaite décisive, une guerre de l'impérialisme contre l'U.R.S.S. prendrait rapidement l'aspect d'une guerre civile internationale, déclenchant des forces révolutionnaires immenses. Ces forces, le Kremlin n'a aucune garantie qu'il pourra les contrôler partout.

Michil PABLO. SUITE PAGE 3

L'EXCLUSION DE RENARD DE LA C.G.T. :

Un coup porté à l'unité chez Renault

Le 20 novembre 1950, la section syndicale C.G.T. du département 62 de la Région Nationale Renault prenait l'initiative de faire circuler une liste de pétition demandant que soit exclu de cette organisation syndicale notre camarade Renard.

En dehors de ce procédé inhabituel, les motifs invoqués pour justifier pareille mesure ne étaient pas moins. Deux chefs d'accusation, si l'on peut dire, étaient présentés. D'une part, « les trop nombreuses critiques et calomnies faites par le camarade Renard à l'égard de la Direction de la C.G.T. et en particulier de notre camarade Benoît Frachon »; d'autre part, « son soutien ouvert au régime de Tito ».

Henri BARATIER, ouvrier syndiqué C.G.T.

SUITE PAGE 2

LA SALE BESOGNE DES GENDARMES

AUCUN être humain normalement constitué n'aura pu lire dans la grande presse la relation du procès des incendiaires du pays de Retz devant la Cour d'Assises de Nantes, sans être soulevé d'indignation et de dégoût.

Des hommes sont restés trente mois en prison sous le coup d'une accusation que quelques minutes d'audience démontrent fantaisiste et insoutenable. C'est un jeune de 16 ans qui a fourni aux derniers de la gendarmerie les révélations qui vont la conduire à arrêter le « chef de bande ». Or celui-ci fournit des alibis absolument irréfutables et que personne au procès ne ose contester. Du même coup l'accusation tombe aussitôt contre les autres inculpés car ceux-ci sont censés n'avoir agi que comme complices.

Alors pourquoi les trente mois de prison préventive ? Pourquoi l'insurrection ne s'est-elle pas terminée rapidement par un non-lieu ? Pourquoi le procès a-t-il eu lieu ? Parce que les accusés avaient avoué ! Ils avaient avoué sous les coups et la torture ; tout avait été employé : la presse qui écrase les doigts, la règle sur laquelle ont fait agouillonner le patient pendant qu'on le frappe. Et bien entendu les fausses déclarations que l'on utilise pour en provoquer d'autres qui seront aussi fausses. Le jeune innocent du village que l'on terrorise pour faire de ses déclarations la base de l'accusation. Jusqu'à nos témoins eux-mêmes qui ont été frappés !

Nous ces faits sont prouvés à l'audience devant un auditoire indigné, sous les auspices d'un tribunal impuissant à empêcher que le procès devienne celui de la gendarmerie. Les preuves les plus irréfutables sont fournies : chemise tachée de sang, certificats de médecine, bulletin d'infirmier, etc.

Mais alors une terrible question se pose : pourquoi a-t-il fallu trente mois pour arriver là ? L'enquête de la police a été menée comme la dit un avocat avec des méthodes dignes de la Gestapo. Mais et l'insurrection, alors ? Pourquoi n'aurait-on pu faire immédiatement la preuve de l'innocence des accusés et des brutalités de la gendarmerie ? Et si le procès avait pu avoir lieu à huis-clos les travaux forcés qu'a eu l'audace de réclamer l'avocat général

M. NORVIC.

SUITE PAGE 3

UN TEMOIGNAGE SUR LA GRECE

Le peuple grec vomit le régime réactionnaire

NOUS avons fait ces temps derniers un voyage d'un mois en Grèce. L'hospitalité grecque est proverbiale. Une grande amitié à tousjours lié le peuple grec aux travailleurs de France et nous avons été accueillis avec un enthousiasme.

Au cours de ce voyage strictement privé, nous sommes entrés en contact avec la vie journalière du peuple grec — nous avons conversé avec des paysans, des ouvriers, des intellectuels. Excepté chez les bourgeois, les officiers réactionnaires, les profiteurs du régime, toutes les couches de la population sont HOSTILES au régime réactionnaire que les capitalistes grecs et américains imposent à la Grèce.

Malgré le régime de terreur semi-fasciste qui règne dans le pays, les travailleurs désaient de la situation; beaucoup tiraient les leçons de la sanglante et tragique expérience que vient de faire le peuple grec.

En Thessalie, la région rouge de la Grèce, dans les montagnes où les partisans ont mené leurs luttes héroïques, il y a une véritable armée sur pied de guerre. Les troupes américaines, après avoir écrasé dans le sang la révolution grecque, se sont retirées, laissant à la bourgeoisie le soin d'assurer « l'ordre ». La région frontalière des camps militaires, nous rencontrons d'innombrables colonies armées de pied en cap. Les jeunes soldats, qui sont soumis à un entraînement intensif sous la houlette des officiers monarcho-fascistes, ne sont pas des volontaires; ils sont obligés pour 3 et 5 ans (par tirage au sort). Beaucoup aspirent à retourner à la vie civile et haïssent le rôle de répression qu'on leur fait jouer.

Dans la campagne grecque, les villages sont pauvres; les moyens de culture archaïques — les paysans grecs fient encore la laine à Athènes, à Salonique, les magasins regorgent de denrées. Depuis les poubelles des ménagères jusqu'aux chaînes des églises, tout est de provenance américaine. Mais alors qu'il faut

50.000 drachmes par jour pour ne pas mourir de faim en Grèce, les salaires des travailleurs s'étagent entre 20.000 et 40.000 drachmes (seuls les spécialistes gagnent 60.000 drachmes). Aussi les travailleurs ne peuvent acheter les produits du « Plan Marshall ». Des milliers d'entre eux, communistes, socialistes, démocrates, quand ils n'ont pas été arrêtés, déportés à Makronissos, ont été chassés de leur emploi et vivent dans la misère.

Au hasard d'un « auto-stop », nous marchons dans une voiture. L'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées de toute la Grèce accompagne trois ingénieurs américains en stournée d'inspection ; les capitalistes américains « reconstruisent » les routes qui ont pour eux un intérêt stratégique, mais les maisons bombardées ne sont pas reconstruites; il n'y a PRESQUE AUCUNE USINE aux alentours des grandes villes. La Grèce est un pays exploité à la manière d'une colonie. Les ingénieurs « inspecteurs » américains ont d'ailleurs une mentalité de colonialistes. Ils étaient les bienfaits de leur soldat et œuvre civilisée et veulent APPRENDRE à la Grèce à être libre ». Mais les travailleurs grecs font justice de ces affirmations hypocrites, « les Américains à la porte », c'est le désir général.

Ce peuple auquel il faut, paraît-il, « apprendre à être libre » montre d'ailleurs dans toutes les discussions une haute conscience politique. Malgré les pressions qu'impose un régime policier, les travailleurs grecs, quand ils parlent de leur actual gouvernement, font le geste significatif de mettre de l'argent dans leur poche et illustrent par des détails concrets l'immaginable corruption des milieux bourgeois gouvernementaux et des « socialistes ».

Nous prenons contact avec un ancien partisan qui a rompu avec le parti communiste, « Le Parti a

trahi la lutte de libération, il a laissé en paix les propriétaires fonciers et les capitalistes, mais a été les armes aux travailleurs par les accords de Varkiza. » Un autre évoque la lutte héroïque menée par le prolétariat d'Athènes pendant trois semaines contre les troupes monarcho-fascistes et les Anglais coalisés. « Le mot d'ordre de l'É.L.A.S. était « ne pas toucher aux Anglais ». Or nous aurions pu les jeter à la mer... » Alors que la Révolution battait son plein à Athènes, l'É.L.A.S. qui contrôlait presque toutes les provinces n'a pas bougé et a laissé éterniser les ouvriers de la capitale. » Nous demandons ce qu'est devenu Markos. « Il a été libéré parce qu'il voulait faire comme Tito », répond le camarade. Il nous dit que beaucoup de travailleurs grecs regardent avec espoir vers la révolution yougoslave.

Deux militants du Parti Communiste grec, dont l'un vient de sortir de Makronissos, disent que Markos est à Léningrad et pour soigner une malaria tenace ». L'un d'eux a lutté avec les partisans de Macédoine yougoslave. Lors que nous lui demandons si Tito et ceux qui ont dirigé la lutte de libération sont des fascistes comme il prétend le Kominform, il semble gêné.

Les Grecs avec lesquels nous parlons sont, malgré la clandestinité, l'absence de presse ouvrière, très au courant de la vie du mouvement ouvrier français et international; ils en discutent avec passion.

Les travailleurs grecs, à cause de la trahison de la direction stalinienne, ont subi de graves défaites — MAIS ILS NE SONT PAS VAINCUS. Beaucoup d'entre eux restent animés d'une farouche volonté d'en finir avec le RÉGIME qui s'étend sous sa terreur sanglante et qui ne se maintient que grâce à l'appui de la réaction internationale.

Jean et Antoine DURUY.

* 1.000 francs valent 42.000 drachmes.

Préparons l'agrandissement du format de LA VERITE

P our ce quatrième numéro de notre journal diffusé par messagerie, une nouvelle augmentation du tirage permet d'élargir encore cette diffusion.

C'est grâce aux efforts des militants du P.C.I. et de quelques sympathisants, peu nombreux, mais fort généreux, que cette diffusion a pu être financée.

Mais il faut aller plus loin. Il faut que nous parissions dans un grand format. C'est à une condition indispensable pour améliorer la présentation de notre journal et, par conséquent, pour accroître sa vente.

Et cette fois, c'est à l'ensemble de nos lecteurs et de nos abonnés de faire l'effort nécessaire. Le supplément de dépenses qu'entraînera l'agrandissement du format n'est pas très élevé et il suffirait que chaque lecteur au numéro et chaque abonné nous envoie 100 francs pour que ce supplément de dépense soit couvert pour plusieurs numéros. Seulement, il faut tous s'y mettre.

Un autre moyen de nous permettre de réaliser ce nouveau progrès est de soutenir par le contrôle et la propagande la diffusion chez les marchands de journaux. Tout nouveau journal vendu augmente nos entrées de fonds sans augmenter nos dépenses. Répondez sans tarder aux appels que nous vous avons adressés à ce sujet.

Envoyer sa souscription. Faire souscrire autour de soi. Contrôler et soutenir la vente : Voilà les trois tâches impérieuses de tous les lecteurs de « LA VERITE ».

Table with 2 columns: Location and Amount. Includes entries for Puy-de-Dôme, Finistère, Lyon, etc.

Malgré un effort remarquable de la plupart des camarades, le fonds de 250.000 fr. n'est pas encore atteint. Ce qui est dû à quelques retardataires et à deux ou trois cellules de province particulièrement carentes.

LA VIE DU PARTI

LE COMITÉ CENTRAL A OUVERT la discussion préparatoire au 7° Congrès National

Le Comité central a discuté les premiers rapports soumis à la discussion du parti, en vue de la préparation du VII° Congrès National et a adopté les modalités de sa préparation.

La résolution dit notamment : « La tâche essentielle de ce congrès sera de faire prendre conscience de la nouvelle situation, dans laquelle travaille et se construit le Parti et de formuler les méthodes donnant la possibilité d'entreprendre et de mener le travail de masse. »

L'exclusion de RENARD de la C.G.T. : Coup porté à l'unité chez Renault

SUITE DE LA PAGE I

le camarade Renard pourrait s'expliquer, ainsi que ses accusateurs. Les dirigeants de la section syndicale du travailleur ont eu une attitude d'indignation violente allant jusqu'à conditionner la prise de leur timbre syndical à la réintégration de Renard dans le syndicat.

Renard ne s'en tint pas là. Comme il en avait statutairement le droit, il fit appel au congrès de la C.G.T. à la fin de la semaine courante.

Pourquoi les dirigeants communistes français sont-ils amenés aujourd'hui à violer leur propre légalité statutaire ? Pourquoi ont-ils précipité Renard qui est visé chez Renault ? Pourquoi invoquent-ils comme motifs d'exclusion les critiques à l'égard des dirigeants et le soutien au régime de Thiers ?

Pour répondre à ces trois questions, il faut examiner la situation dans l'usine. Rien ne va plus, serait-on tenté de dire, heureusement les jeux ne sont pas encore faits. Depuis plus de deux ans, la C.G.T. a subi un piètement visible à l'œil nu. De plus en plus les militants se désolent de cette organisation. Pour le dernier Congrès de l'entreprise, aucun chiffre d'adhérents n'a été publié.

moins en moins, les meetings et réunions à la sortie de l'entreprise ne les intéressent même plus. L'exclusion de Renard de la C.G.T. a un double but : se débarrasser d'un adversaire gênant et par là même en faire le bouc émissaire de difficultés ou échecs rencontrés. Un délégué au congrès syndical ne déclarait-il pas que si l'unité d'action ne pouvait pas se faire, c'était la faute de Renard ?

Bien sûr que Renard est gênant, moins par ce qu'il est lui-même que parce qu'il le représente. N'était-il pas, en avril 1947, le tête de sa ouvrière pour la grève, alors que Thorez était vice-président du Conseil des ministres et proclamait « la grève armée des trais et lancers par slogan » ?

Heureusement les jeux ne sont pas faits. S'il suffisait de conclure avec qui « on » est en désaccord pour tout résoudre, le problème serait simple. S'il suffisait de rayer de la C.G.T. Renault tous les membres de notre Parti pour réaliser l'unité d'action et pour engager la contre-offensive ouvrière, les bureaucrates pourraient facilement crier victoire.

Or, c'est précisément le contraire qui se produit. Non seulement l'exclusion de Renard ne règle rien, mais elle est, dans son essence, anti-façon. La confusion, voulue par les dirigeants, entre syndicat et parti ne peut que servir les ennemis de la classe ouvrière et de l'unité d'action. Avec de tels procédés, c'est Jouhaux qui triomphe avec son pseudo-libéralisme et sa pseudo-démocratie de façade.

Les ouvriers de Renault et d'ailleurs répondront à ceux qui font de leur majorité un instrument de domination bureaucratique. Ils répondront en multipliant les initiatives pour la création des comités d'unité d'action. Ils feront de ces comités des organes où tous les travailleurs, quelles que soient leurs tendances, pourront s'exprimer. Ils banniront de leur sein les méthodes qui amènent la défaite des travailleurs. Ils chasseront des directions syndicales ceux qui, sous le couvert de l'unité sont les pires diviseurs du mouvement ouvrier.

UNE DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE sur le procès

DAVID ROUSSET - " LETTRES FRANÇAISES "

A l'occasion du procès « D. Rousset - Lettres françaises », la presse stalinienne présente D. Rousset comme un trotskyste. Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV° Internationale) s'élève énergiquement contre une telle affirmation. Les rapports de D. Rousset avec le P.C.I. n'ont été que ceux d'un adversaire du trotskysme, depuis le deuxième Congrès national (février 1946) où furent condamnés ses points de vue qui, alors, visaient à dissoudre notre mouvement au profit du stalinisme.

partie de nos désaccords avec le stalinisme et le faire délibérément et à fond ».

Depuis lors, Rousset a feint publiquement de découvrir toutes les tares qu'il connaissait depuis 1935 et qu'il taisait en 1945 « délibérément et à fond » mais il l'a fait pour les besoins de l'impérialisme américain dans la « guerre froide » et non pour la cause du socialisme mondial.

Le Parti Communiste Internationaliste appelle tous les ouvriers révolutionnaires — qui ne peuvent que repousser avec dégoût les deux parties du procès en cours — à dénoncer hautement les méfaits de la bureaucratie stalinienne, ses camps de travail forcé, le régime de Guépéou, crimes que l'impérialisme et ses agents ont la possibilité d'exploiter pour couvrir les camps de concentration capitalistes, son régime d'exploitation coloniale, sa terreur policière dans une série de pays avec l'appui matériel et moral des démocraties capitalistes.

Le 10 décembre 1950. Le Bureau Politique du P.C.I.

Agents de Wall-Street et du Kremlin à la barre de la 17° Chambre

ROUSSET poursuit Les Lettres Staliniennes en diffamation, celles-ci l'ayant accusé d'avoir commis un faux dans un article où il dénonçait le régime du travail forcé en U.R.S.S. Pour Rousset, ce procès est une partie de la campagne qu'il a engagée — non pas pour servir la cause du prolétariat mondial (c'était un soulci de son jeune âge), mais pour trahir les intérêts de la « guerre froide » des U.S.A. contre l'U.R.S.S.

Les avocats des Lettres Staliniennes n'ont pas manqué dès les premiers témoigns de faire étalage de chauvinisme ; des Allemands viennent témoigner devant un tribunal français ! Ces Allemands, non seulement attestent l'existence du travail forcé, mais rappellent aussi la politique de Stalinsk et l'égard des Allemands. Ils rappellent encore que Staline a conjointement avec la social-démocratie allemande organisé la lutte contre les Allemands. Ils rappellent que Staline a, plus tard, liquidé Neuman, Remmelé, dirigeants du P.C.A. qui, dans le privé, n'avaient pas reconnu son génie ». Ils rappellent que, plus tard, il a, comme prix de l'alliance temporaire avec Hitler, livré à celui-ci des émigrés antifascistes et juifs. Ils rappellent aussi que sa politique à l'égard des Allemands, de tous les Allemands — sans distinction de classe — était définie en ces mots d'Ehrenburg : « Il y a de bons Allemands que ceux qui sont morts ». Les avocats staliniens ne peuvent évidemment supporter que soit dressé le bilan politique stalinien contre les travailleurs allemands, au moment où la diplomatie soviétique et la diplomatie américaine rivalisent pour exploiter l'une et l'autre, les Allemands.

Les premiers témoins ont commencé à faire leur déposition, il y a maintenant suffisamment de recueils pour qu'on ait une idée assez précise de l'ampleur des camps en Union Soviétique. Camps dans lesquels ne se trouvent pas en majorité des partisans du capitalisme, des serviteurs de la contre-révolution, mais essentiellement des travailleurs de l'Union Soviétique écrasés par le régime policier, et aussi la plupart de ceux qui restent vivants parmi les militants et sympathisants communistes qui furent refugés en U.R.S.S. après 1933, ainsi que les militants des partis ouvriers opposés au stalinisme dans les

Le 9° Plénum du Comité Exécutif International s'est réuni du 27 novembre au 1° décembre. L'ordre du jour comportait les points suivants : Rapport sur le « Projet de Thèse sur les perspectives internationales et l'orientation du mouvement de la IV° Internationale » ; Rapport sur « la Révolution yougoslave et la IV° Internationale » ; Rapport du S.I. sur le Congrès Mondial et son activité ;

DANS L'INTERNATIONALE LE IX° Plénum du Comité Exécutif de la IV° Internationale

Le rapport d'information (Allemagne, Belgique, Angleterre, Italie, Indonésie, etc.). Les textes « Thèse sur les perspectives internationales et l'orientation du mouvement de la IV° Internationale » ont été présentés par le S.I. pour servir à la discussion préparatoire au Congrès mondial de la IV° Internationale. Le Plénum a décidé que ce Congrès aura lieu en 1951, et que la discussion sera ouverte dans l'Internationale à partir du 16 décembre 1950 sur la base des deux textes si-mentionnés adoptés par le 9° Plénum.

Le rapport ont été adoptés unanimement. Une résolution analysant l'évolution de la Yougoslavie et caractérisant celle-ci comme un Etat ouvrier dont il faut assurer la défense contre Washington et Moscou, a été adoptée par la majorité contre 6 voix et 2 abstentions. Dans son rapport d'information, le P.C.I. a déclaré que le Parti, malgré la réaction, la situation internationale, reste fort, qu'il est le seul parti qui ait maintenu tous les principes révolutionnaires et met la tête au feu. C'est la promesse victorieuse de la révolution et l'histoire anti-économiste, le S.W.P. chinois a voté contre. Les délégués ont obtenu 100 voix sur 100 voix, un plus grand nombre de votes.

Le XIV° Congrès du Socialist Workers Party

Le 11° Congrès national du S.W.P. (parti trotskyste des Etats-Unis) vient d'ouvrir ses travaux. Le rapport principal a porté sur la politique révolutionnaire de la bourgeoisie aux U.S.A. et aussi sur sa lutte pour la dévaluation monétaire. Un programme de lutte, visant à la dévaluation monétaire et à la libération démocratique et la nécessité d'un parti ouvrier indépendant ainsi que

le rapport ont été adoptés unanimement. Une résolution analysant l'évolution de la Yougoslavie et caractérisant celle-ci comme un Etat ouvrier dont il faut assurer la défense contre Washington et Moscou, a été adoptée par la majorité contre 6 voix et 2 abstentions. Dans son rapport d'information, le P.C.I. a déclaré que le Parti, malgré la réaction, la situation internationale, reste fort, qu'il est le seul parti qui ait maintenu tous les principes révolutionnaires et met la tête au feu. C'est la promesse victorieuse de la révolution et l'histoire anti-économiste, le S.W.P. chinois a voté contre. Les délégués ont obtenu 100 voix sur 100 voix, un plus grand nombre de votes.

LA PROCHAINE SEMAINE REGIONALE AURA LIEU LE MERCREDI 3 JANVIER 1951, à 20 H. 30.

A Puteaux, les camarades du M.R.J. ont été contactés par le C.L.A.J. pour participer à un comité d'action contre les 18 P.M.S. Un meeting a été organisé par les différents organismes.

En réponse à l'appel que nous avons lancé en faveur de la famille d'un camarade, le rapport adopté à Toulouse, les cellules du P.C.I. de la Région Parisienne ont versé la somme de 3.000 francs.

Les cellules de la région continuent leur action contre l'interdiction du journal « l'Algérie Libre ». Dans le 19° arrondissement, un tract a été diffusé à la population et un grand nombre de signatures ont été obtenues en faveur de la liberté de cette attitude aux libertés démocratiques. Par leur accueil chaleureux les travailleurs de la région ont soutenu les camarades peuples colonisés comme l'avaient déjà fait ceux du 19°.

Une école de cadres de la Région communiste aura lieu. Elle sera organisée sur l'histoire du mouvement ouvrier français ; l'histoire des mouvements ouvriers allemand et espagnol ;

SOLIDARITE

En réponse à l'appel que nous avons lancé en faveur de la famille d'un camarade, le rapport adopté à Toulouse, les cellules du P.C.I. de la Région Parisienne ont versé la somme de 3.000 francs.

LES LECTEURS DE « LA VERITE », LES MILITANTS DU P.C.I. TOUS LES TROTSKYSTES SE RETROUVERONT AU

REVEILLON des « AMIS DE LA VERITE » LE 31 DECEMBRE Salle SUSSET - 206, quai de Valmy On y dansera, on y chantera, on y boira de 22 heures jusqu'au premier matin L'entrée aura lieu strictement sur invitation. Nous en faire la demande par lettre ou à notre permanence de la Région Parisienne.

